

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/On-donne-a-connaître-les-entreprises-amies-qui-dénoncent-l-Argentine-devant-le-Banque-mondiale>

# **On donne à connaître les entreprises "amies" qui dénoncent l'Argentine devant le Banque mondiale.**

- Argentine - Économie - Privatisées -  
Date de mise en ligne : jeudi 27 mai 2004

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

## **Le représentant devant la Banque mondiale a envoyé une information secrète à Lavagna listant les 29 entreprises qui dénoncent l'État argentin.**

### **Ces entreprises qui s'intéressent au pays**

Alieto Guadagni, actuel représentant argentin auprès de la Banque mondiale, envoie, ponctuellement, tous les mois au ministre de l'économie Lavagna une information détaillée sur l'état des procédures que les entreprises multinationales et privatisées soutiennent contre l'État argentin, pour un supposé non respect des contrats. Au total, ce sont 29 demandes, pour un montant global de 16.000 millions de dollars.

Ces procédures ont été entamées par des entreprises contre l'État argentin devant le CIADI (Centre International pour le règlement des différends relatifs aux investissements), un organisme dépendant de la Banque mondiale. En général, les entreprises (spécialement, les privatisées) arguent que l'État a failli aux contrats de concession passé après avoir dévalué la monnaie et pésifié les tarifs. Et elles utilisent ces procédures pour faire pression sur le Gouvernement pour obtenir de meilleures conditions dans la renégociation des contrats ou l'augmentation des tarifs. Dans d'autres cas, comme celui de Siemens, la demande vise directement à obtenir de l'État un dédommagement ou une indemnisation pour l'annulation du contrat (dans l'exemple de l'entreprise allemande pour l'élaboration des cartes d'identité).

Dans son dernier rapport, récemment, au Ministère de l'Économie, Guadagni raconte que "un tribunal est constitué" pour trois cas qui avancent jusqu'à présent lentement : les Aguas de l'Aconquija, American Production Company et Telefónica.

En plus de ces entreprises, les entreprises suivantes maintiennent leurs procédures : Enron, CMS Gaz Transmission Company, Azurix, LG & E. Energy Corp., Siemens, Sempra Energy International, AES Corporation, Metalpar S.A. et un Buen Aire S.A., Camuzzi Internacional, Continental Casualty Company, Gaz Natural, Pioneer, Pain American Energy et BP Argentine, El Paso Energy Corporation, **Suez et Société de Aguas de Barcelone, Aguas Cordordobesas**, Enersis, **EDF International**, Unisys Corporation, **Total S.A.**, CIT Group.

Le fax envoyé par Guadagni à Lavagna ratifie, de plus, que Aguas Argentinas maintient sa demande auprès du Ciadi contre l'Argentine. Le Gouvernement a annoncé la semaine passée qu'il avait signé un accord avec l'entreprise, par lequel les tarifs restaient gelés jusqu'à la fin de l'année, en échange de la condamnation de l'entreprise à payer des amendes de plus de 10 millions de peso. De plus, a été avancée l'idée selon laquelle l'entreprise concessionnaire, d'origine française, renonçait aux procédures menées contre l'État argentin. Cependant, cela n'est pas le cas. Elle s'est seulement engagée à suspendre pour cette année sa demande sur "la question de fond" (le pesification des tarifs) devant le Ciadi, quelque chose qui selon l'agenda de l'organisme a été récemment planifié pour être abordé en 2005.

[Página 12](#), 26 mai 2004